

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
19 septembre 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 18 septembre 2023, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 18 septembre qui vous est adressée par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Demeke Mekonnen (voir annexe), et qui concerne la lettre du Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Égypte datée du 12 septembre 2023.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Tesfaye Yilma **Sabo**



**Annexe à la lettre datée du 18 septembre 2023 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Dans une lettre datée du 12 septembre 2023, le Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Égypte s'est de nouveau adressé au Conseil de sécurité au sujet d'une question qui ne relève pas son mandat.

Néanmoins, j'estime qu'il importe de faire connaître la position de l'Éthiopie. À cet égard, j'appelle votre attention sur les lettres que l'Éthiopie a précédemment adressées au Conseil de sécurité les 14 mai 2020 ([S/2020/409](#)), 22 juin 2020 ([S/2020/567](#)), 26 juin 2020 ([S/2020/623](#)), 16 avril 2021 ([S/2021/376](#)), 23 juin 2021 ([S/2021/600](#)), 23 février 2022 ([S/2022/151](#)) et 2 août 2022 ([S/2022/598](#)).

Je réaffirme une fois de plus que l'Article 35 de la Charte des Nations Unies ne s'applique pas à cette question. Il n'y a pas de différend ou de situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un différend. Le Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne est un projet de barrage hydroélectrique national que l'Éthiopie construit au moyen de ses propres fonds sur le fleuve Abbay, qui constitue la moitié de ses ressources en eau. Le Barrage a une puissance installée de 5 150 mégawatts d'électricité et, une fois achevé, produira 15 760 gigawattheures d'énergie renouvelable par an. Le Barrage et d'autres projets de mise en valeur des ressources en eau de l'Éthiopie sont nécessaires car ils garantissent la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire de millions d'Éthiopiennes et d'Éthiopiens et contribuent à réduire l'extrême pauvreté, qui continue de compromettre le droit qu'a notre peuple de vivre dans la dignité.

En outre, le Barrage continue de faire l'objet de négociations trilatérales et d'une coopération scientifique entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan, ce qui n'est le cas d'aucun projet en Égypte. Au moment où je vous écris, les délégations éthiopienne, égyptienne et soudanaise s'apprentent à se réunir à Addis-Abeba dans le cadre des négociations trilatérales, pour la deuxième fois en moins d'un mois. Ce cycle de négociations convenu entre les dirigeants des deux pays après la visite effectuée par le Premier Ministre, Abiy Ahmed, au Caire le 12 juillet 2023 représente une énième tentative extraordinaire faite par l'Éthiopie pour suivre la voie du dialogue et de la diplomatie.

Je voudrais également rappeler que la question du Barrage ne figure pas au nombre des questions dont le Conseil est saisi. Le Conseil n'a examiné les communications et demandes précédentes que par souci de rigueur procédurale, étant donné qu'il doit examiner toute requête émanant d'un État Membre.

L'Éthiopie applique de bonne foi l'Accord sur la Déclaration de principes entre la République arabe d'Égypte, la République fédérale démocratique d'Éthiopie et la République du Soudan sur le projet de Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne signé par les trois pays en 2015. L'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 5 de la Déclaration dispose que les trois pays s'accordent sur des directives et des règles concernant la première mise en eau du Barrage, qui doivent prévoir tous les différents scénarios, parallèlement à la construction du Barrage. La mise en eau du Barrage pour les quatre dernières années est donc fondée sur l'Accord et les recommandations scientifiques relatives au plan de mise en eau formulées par le groupe scientifique trilatéral. Il convient de rappeler que ces recommandations ont été adoptées en septembre 2018 par le Groupe national indépendant de recherche scientifique réunissant les trois pays.

L'Éthiopie continue de choisir la voie de la raison et de la coopération. L'Éthiopie, du territoire de laquelle provient 86 % du débit du Nil, n'est nullement obligée de demander la permission de l'Égypte en ce qui concerne le Nil ni de respecter ses revendications. En particulier, elle n'a aucune responsabilité découlant de l'utilisation excessive de l'eau par l'Égypte, qui ne cesse de s'accroître au mépris absolu du droit de tous les pays riverains du Nil à une part équitable et raisonnable. Les revendications de l'Égypte, qui trouvent leur origine dans des traités coloniaux auxquels aucun des pays sources du Nil n'est partie, constituent le seul obstacle à la conclusion d'un accord dans le cadre des négociations sur le Barrage et sur la coopération dans le bassin du Nil.

L'Éthiopie est prête à mener à bout les négociations trilatérales et à œuvrer en faveur d'une coopération dans l'ensemble du bassin du Nil. Je suis convaincu que, si elles sont abordées de bonne foi et fondées sur les principes reconnus du droit international, les négociations sur le Barrage conduiront à une issue négociée. Par conséquent, je réaffirme que l'Égypte doit montrer qu'elle est prête à négocier et à faire des compromis au lieu de dénaturer une question qui fait actuellement l'objet de négociations et qui n'a jamais été considérée comme une question de sécurité par le Conseil.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'Union africaine a été saisie de la question du Barrage et qu'elle aide les trois pays à parvenir à une issue négociée.

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des affaires étrangères  
(signé) Demeke **Mekonnen**